

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 21 (2026)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : forte accélération des exportations (+37 %), portée par l'électronique et par les produits pétroliers
- ❖ Indonésie : Bank Indonesia relève son taux directeur à 5,25 % pour soutenir la roupie après un plus bas historique
- ❖ Vietnam : la Banque mondiale relève sa prévision de croissance à 6,8 % pour 2026 malgré un contexte mondial dégradé

LE CHIFFRE À RETENIR

27 Md USD

d'investissements nécessaires d'ici 2040 pour développer les interconnexions électriques de l'ASEAN dans le cadre du projet d'ASEAN Power Grid.

Région

L'Asie du Sud-Est mise sur une coopération régionale renforcée pour développer l'intelligence artificielle

L'Asie du Sud-Est cherche à renforcer sa coopération régionale dans le domaine de l'intelligence artificielle afin de mieux tirer parti des opportunités offertes par cette technologie. Dans une tribune publiée par le *Business Times*, Leslie Teo, directeur senior des produits d'intelligence artificielle chez AI Singapore et membre du groupe scientifique international des Nations unies sur l'IA, souligne que les principaux défis de la région dépassent la seule question technologique. Selon lui, les enjeux concernent également l'adoption des outils numériques, la formation des talents, l'accès à des données locales de qualité ainsi que le développement d'infrastructures ouvertes adaptées aux langues et aux contextes culturels de la région. Il estime que l'ASEAN pourrait accélérer ses progrès grâce à une coopération renforcée entre gouvernements, entreprises et universités. Cette collaboration pourrait notamment passer par le partage de données, la création de modèles linguistiques régionaux et le développement de systèmes ouverts. Enfin, Leslie Teo considère que l'intelligence artificielle pourrait

soutenir durablement la productivité et la croissance économique de la région si les États coordonnent davantage leurs investissements et leurs stratégies.

Le projet d'ASEAN Power Grid présenté comme une nécessité stratégique pour la sécurité énergétique régionale

À l'occasion de l'Ecosperity Week 2026 organisée à Singapour, plusieurs experts régionaux ont souligné l'urgence d'accélérer la concrétisation du projet d'ASEAN Power Grid (APG), considéré désormais comme un enjeu majeur de sécurité énergétique pour l'Asie du Sud-Est. Selon eux, la hausse de la demande électrique et les tensions géopolitiques mondiales renforcent la nécessité d'une coopération énergétique régionale plus étroite. Les intervenants ont notamment évoqué les risques liés aux tensions au Moyen-Orient et éventuelles perturbations des routes énergétiques mondiales en conséquence, notamment dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitent une part importante des flux mondiaux de pétrole et de gaz naturel liquéfié. La Banque Asiatique de Développement estime que ces tensions replacent la question de la résilience énergétique au cœur des priorités régionales. Selon International Energy Agency, l'Asie du Sud-Est disposerait d'environ 20 térawatts de potentiel inexploité en énergie solaire et éolienne, soit près de 55 fois la capacité électrique actuelle de la région. Toutefois, le principal obstacle demeure le manque d'infrastructures de transmission et d'interconnexions transfrontalières permettant d'acheminer cette électricité vers les centres de consommation. L'Agence internationale de l'énergie estime que la région devra mobiliser environ 27 Md USD d'ici 2040 pour développer les infrastructures nécessaires aux échanges régionaux d'électricité. À ce jour, seuls 2 Md USD auraient été investis dans les interconnexions électriques transfrontalières de l'ASEAN au cours des cinquante dernières années. Les experts soulignent également que les investisseurs privés restent prudents face à la fragmentation des cadres réglementaires et à l'absence de mécanismes harmonisés pour les échanges régionaux d'électricité. Singapour est néanmoins présenté comme un moteur potentiel du projet, notamment grâce à son objectif d'importer 6 gigawatts d'électricité bas carbone d'ici 2035, susceptible de créer des signaux de demande favorables aux investissements régionaux.

Le fonds climatique FAST-P atteint 800 M USD pour financer la transition énergétique asiatique

Le fonds FAST-P (Financing Asia's Transition Partnership), soutenu notamment par Monetary Authority of Singapore et Temasek Holdings, a atteint 800 M USD lors de sa deuxième levée de fonds grâce à l'arrivée de nouveaux partenaires financiers, dont DBS Group et Cathay United Bank. Lancée lors de la COP28 à Dubaï, cette

initiative de financement mixte vise à mobiliser jusqu'à 5 Md USD afin de soutenir la transition énergétique et les projets verts en Asie. Chee Hong Tat, vice-président de la MAS et ministre du Développement national, a indiqué que Singapour pourrait contribuer jusqu'à 200 M USD en capital concessionnel afin d'attirer davantage de financements privés. Les premiers projets soutenus concernent principalement les énergies renouvelables, le stockage d'énergie et les infrastructures hydroélectriques en Asie du Sud-Est. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de Singapour visant à renforcer son positionnement comme hub régional de la finance durable et à développer une taxonomie verte régionale.

Indonésie

Bank Indonesia relève ses taux et intensifie ses interventions pour soutenir la roupie

La Banque centrale de l'Indonésie a relevé son taux directeur de 50 pbb à 5,25 % le 20 mai, première hausse depuis deux ans, afin d'enrayer la forte dépréciation de la roupie. Elle a par ailleurs abaissé à 25 000 USD par mois le seuil pour réaliser des achats de devises sans autorisation préalable. La devise indonésienne a atteint un point bas historique à 17 745 IDR/USD le 20 mai avant de se remonter autour de 17 600 IDR/USD, soit une baisse de 5,5 % depuis le début de l'année. Cette pression baissière sur la devise indonésienne s'explique par la hausse des prix mondiaux de l'énergie résultant des tensions au Moyen-Orient ainsi que par des inquiétudes croissantes concernant la résilience budgétaire de l'Indonésie et la transparence des marchés financiers indonésiens. Au premier trimestre 2026, l'Indonésie a enregistré 1,7 Md USD de sorties nettes de capitaux de portefeuille étrangers (OJK), tandis que les réserves de change ont reculé à 146,2 Md USD fin avril (-7 % depuis fin 2025). Pour soutenir la monnaie, Bank Indonesia a également renforcé ses interventions sur les marchés spot, NDF et DNDF, et relevé les rendements des titres SRBI jusqu'à 6,45 %.

L'Indonésie annonce la création d'une nouvelle entité publique chargée de centraliser les exportations de matières premières stratégiques

Le président Prabowo Subianto a annoncé la création d'une nouvelle entité publique, PT Danantara Sumber Daya Indonesia (DSI), chargée de centraliser les exportations de charbon, d'huile de palme et de ferroalliages (liste qui pourrait être révisée ultérieurement), dans le cadre d'un renforcement du contrôle de l'État sur les flux de devises et les recettes tirées des ressources naturelles. Après une phase transitoire débutant le 1^{er} juin 2026, l'ensemble des transactions d'exportation de ces matières premières devra être réalisé via DSI, structure contrôlée par le fonds souverain Danantara. Cette réforme

accompagnera l'entrée en vigueur de la réglementation imposant aux exportateurs de ressources naturelles de conserver 100 % de leurs recettes d'exportation dans des banques publiques indonésiennes pendant au moins douze mois. Le gouvernement estime que les pratiques de sous-facturation des exportations auraient entraîné une perte cumulée de 908,0 Md USD entre 1991 et 2024.

Malaisie

Rebond marqué des exportations en avril, soutenues par l'électronique et les produits pétroliers

Le commerce extérieur malaisien a fortement accéléré au mois d'avril 2026, en dépit des tensions au Moyen-Orient. En avril 2026, les échanges extérieurs ont progressé de +28,6 % en g.a., après +9,3 % en mars, tirés par une forte hausse des exportations (+36,9 %), leur plus forte progression depuis août 2022 et des importations qui ont augmenté de 20 %. Cette dynamique a principalement été soutenue par les exportations manufacturières (+40,1 %), notamment les produits électriques et électroniques (+46,4 %) et les produits pétroliers (+70,2 %), dans un contexte de hausse des prix énergétiques liée à la crise du Golfe. Les exportations minières ont également rebondi (+25,6 %), tandis que les exportations agricoles ont progressé plus modestement (+5,2 %). Du côté des importations, la hausse est portée par les biens de consommation (+5,6 %) ainsi que par les importations de produits pétroliers manufacturés, qui connaissent une très forte progression. En revanche, les biens intermédiaires (-18,8 %) et les biens d'équipement (-20,7 %) reculent fortement. Par destination, les exportations ont fortement progressé vers les États-Unis (+39 %), la Chine (+39,2 %) et Singapour (+23,2 %).

Inflation en hausse limitée sous l'effet des prix de l'énergie et des transports

Selon le Département des statistiques de Malaisie (DOSM), l'inflation a progressé de +1,9 % en g.a. en avril 2026, après +1,7 % en mars, atteignant son niveau le plus élevé depuis octobre 2024. Elle est principalement tirée par l'accélération de l'inflation dans le secteur des transports (+4,1 %, contre +1,6 % en mars), en lien avec la hausse des coûts de carburants et de transport dans un contexte de tensions et de perturbations logistiques au Moyen-Orient. Cette dynamique reflète la forte augmentation des prix des carburants non subventionnés en avril 2026, avec un SP97, un SP95 et un diesel en hausse respectivement +19,9 %, +27,8 % et +44,4 % sur un mois, tandis que les prix subventionnés sont restés inchangés. Les autres composantes de l'inflation sont restées contenues, notamment l'alimentation et les boissons (+1,2 %), les TIC (+2,0 %), ainsi que l'alcool et le tabac (+2,8 %, portés en partie par les hausses de taxes

prévues dans le budget 2026). L'inflation sous-jacente a légèrement ralenti à +2,0 % (contre +2,1 % en mars), signalant que les pressions inflationnistes de fond restent contenues et que la hausse de l'inflation reste principalement liée aux coûts de l'énergie et du transport. Dans ce contexte, la Banque Nationale (BNM) a maintenu le 8 mai son taux directeur (OPR) à 2,75 %, estimant que les tensions inflationnistes restent gérables et largement d'origine externe, sans signe de surchauffe de la demande intérieure.

Transition énergétique : lancement du projet Santong BESS

La Malaisie a lancé le projet Santong Battery Energy Storage System (BESS), premier système de stockage d'énergie par batteries utilisant une technologie de formation du réseau (grid forming) destinée à renforcer la stabilité du réseau électrique et l'intégration des énergies renouvelables. Développé par TNB, le producteur national d'électricité, le projet affiche une capacité de 100 MW / 400 MWh et figure parmi les premiers systèmes de stockage d'énergie à grande échelle raccordés au réseau en Malaisie. Le gouvernement malaisien voit dans cette infrastructure comme un élément clé de sa stratégie de transition énergétique et de sécurisation de l'approvisionnement électrique. Elle permet de stocker les surplus d'électricité, notamment issus du solaire, puis de les réinjecter lors des pics de demande afin de stabiliser le réseau et réduire les risques d'interruption. Le projet s'inscrit dans l'objectif national d'atteindre 70 % de capacités installées en énergies renouvelables d'ici 2050. Il doit également favoriser le développement d'un écosystème industriel local autour des batteries, des réseaux intelligents et des technologies de gestion énergétique.

Singapour

Les exportations bondissent de +24,5 % en avril, soutenues par la demande liée à l'IA

Les exportations domestiques hors pétrole (NODX) de Singapour ont progressé de +24,5 % en glissement annuel en avril 2026, contre +15,3 % en mars, selon Enterprise Singapore. Ce résultat, largement supérieur aux prévisions du consensus (+10,9 %), constitue la plus forte hausse enregistrée depuis février 2012. La progression est principalement portée par la demande mondiale liée à l'intelligence artificielle, notamment dans les semi-conducteurs et les équipements électroniques. Les exportations électroniques ont augmenté de +66,7 %, tirées par les supports de stockage (+148,9 %), les circuits intégrés (+82,7 %) et les ordinateurs (+35,7 %). Les exportations non électroniques ont également rebondi (+10,9 %) après trois mois baissiers, soutenues par les produits pharmaceutiques (+97,1 %) et les machines spécialisées (+23,6 %). Si

les récentes annonces d'investissements massifs par les acteurs mondiaux majeurs comme Nvidia ou Broadcom devraient continuer à soutenir les exportations singapouriennes à court terme, JP Morgan note que la forte hausse des exportations électroniques observée depuis le début d'année pourrait être davantage liée au prix plus élevé des produits plutôt qu'à une envolée des volumes exportés. En avril, les principaux débouchés de Singapour ont affiché une forte croissance, notamment la Corée du Sud (+71,2 %), Hong Kong (+63,2 %) et les États-Unis (+59,6 %). Seule l'Indonésie a enregistré une contraction marquée (-60,8 %). Malgré cette dynamique, plusieurs économistes soulignent des risques persistants liés aux tensions commerciales américaines, aux perturbations logistiques au Moyen-Orient et à un possible ralentissement du cycle mondial des semi-conducteurs.

Singapour lance de nouvelles missions nationales sur l'IA dans quatre secteurs stratégiques

Le gouvernement singapourien a annoncé le lancement de nouvelles « missions nationales » consacrées à l'intelligence artificielle dans quatre secteurs clés : la finance, l'industrie manufacturière avancée, la connectivité et la santé. Présentée par Josephine Teo lors du sommet ATxSummit 2026, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise à jour de la National AI Strategy (NAIS) et vise des secteurs représentant plus de 40 % du PIB singapourien. Selon la ministre du Développement numérique et de l'Information, ces secteurs ont été retenus en raison de leur potentiel de transformation par l'IA ainsi que du rôle catalyseur que peuvent jouer les autorités publiques via l'accès aux données et les « regulatory sandboxes ». La stratégie actualisée repose sur dix priorités, incluant la transformation industrielle, l'adoption de l'IA dans le secteur public, le développement des talents, les infrastructures de calcul, la gouvernance des données et les partenariats internationaux en matière d'IA. Cette révision intervient après la création du National AI Council et la mise à jour du plan national de recherche et développement en IA en janvier 2026. Plus de 1 Md USD d'investissements publics ont été annoncés pour la période 2025-2030 afin de soutenir la recherche, les infrastructures et la formation. Singapour souhaite notamment développer des profils dits « bilingues IA », combinant expertise sectorielle et compétences en intelligence artificielle.

Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance singapourienne en 2026-2027 sur fond de tensions géopolitiques

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un ralentissement progressif de la croissance économique de Singapour, avec une expansion attendue de +3,5 % en 2026 puis de +2,7 % en 2027, après avoir enregistré une croissance de 5,0 % en 2025 et 5,3 % en 2024.

Dans le cadre de sa consultation annuelle « Article IV », le FMI souligne que la hausse des coûts des intrants et les perturbations logistiques causées par les tensions au Moyen-Orient pèseront sur les secteurs intensifs en énergie ainsi que les industries dépendantes du commerce international. Le FMI estime néanmoins que le cycle technologique mondial porté par l'intelligence artificielle continue de soutenir l'économie singapourienne, notamment via les exportations technologiques et les investissements liés aux semi-conducteurs. L'inflation devrait atteindre +2,6 % en 2026 sous l'effet du renchérissement de l'énergie avant de revenir à +1,9 % en 2027. Le FMI considère toutefois que les risques demeurent orientés à la baisse pour la croissance et à la hausse pour l'inflation, notamment en cas de prolongation du conflit au Moyen-Orient ou de ralentissement du cycle mondial de l'IA. L'institution salue par ailleurs les initiatives singapouriennes visant à accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle et à renforcer les politiques de formation et de reconversion professionnelle afin d'accompagner les transformations du marché du travail.

Singapour renforce son positionnement dans la chaîne de valeur mondiale de la fusion nucléaire

Singapour a annoncé un partenariat de cinq ans entre Agency for Science, Technology and Research (A*STAR) et Commonwealth Fusion Systems, principal acteur privé mondial de la fusion nucléaire, afin de développer des technologies destinées aux futures centrales à fusion. Cette coopération portera notamment sur les matériaux avancés, la fabrication de précision et les essais de matériaux pour le réacteur ARC, dont la mise en service commerciale est envisagée au début des années 2030. Le partenariat s'inscrit dans la continuité d'une précédente collaboration entre A*STAR, Commonwealth Fusion Systems et ST Engineering autour du démonstrateur SPARC. Cette annonce intervient alors que Singapour intensifie ses réflexions sur le nucléaire civil. Le Premier ministre Lawrence Wong a indiqué que le pays ferait l'objet, en 2027, d'une évaluation de préparation par International Atomic Energy Agency (AIEA) en vue d'une éventuelle décision de déploiement nucléaire.

Vietnam

Revue à la hausse des perspectives de croissance pour le Vietnam en 2026

La Banque mondiale a relevé ses prévisions de croissance pour le Vietnam en 2026 à 6,8 %, contre 6,3 % anticipés en avril 2026, selon son rapport Vietnam Economic Update publié le 15 mai 2026. Cette révision à la hausse reflète une dynamique interne encore solide, malgré un contexte international moins favorable. La croissance vietnamienne reste principalement soutenue par la demande intérieure et l'investissement public, notamment via un

vaste programme d'infrastructures estimé à environ 320 Md USD sur la période 2026-2030. Sur le plan externe, la Banque mondiale observe une transformation de la structure de la croissance. Les exportations ont progressé de 16 % en 2025, atteignant environ 475 Md USD, mais leur contribution nette au PIB diminue. En cause, une hausse encore plus rapide des importations (+17 %), liée aux besoins en intrants industriels, ce qui conduit à une contribution négative des exportations nettes. Cette tendance se poursuit début 2026 : sur les quatre premiers mois, les importations augmentent de 28,7 % contre 19,7 % pour les exportations, entraînant un déficit commercial de 7,1 Md USD. Par ailleurs, les exportations manufacturières et les flux d'investissements directs étrangers (IDE) restent des piliers essentiels de l'intégration du Vietnam dans les chaînes de valeur mondiales. Enfin, la Banque mondiale souligne plusieurs risques susceptibles d'affecter la production industrielle et les exportations : les tensions géopolitiques, la volatilité des prix de l'énergie et les incertitudes sur les marchés mondiaux. Elle insiste aussi sur la nécessité de poursuivre les réformes structurelles et d'améliorer la productivité pour maintenir une croissance durable à moyen terme.

Les banques vietnamiennes sous pression des créances douteuses

Les banques vietnamiennes renforcent leurs provisions face à la hausse des créances douteuses (Non-Performing Loans) au premier trimestre 2026, dans un contexte de ralentissement économique et de fragilité des entreprises. Selon les données publiées de 27 banques commerciales (sur les 49 que compte le Vietnam), les NPL ont augmenté d'environ 1,1 Md USD sur le trimestre, portant le ratio moyen de 1,85 % fin 2025 à 1,99 % fin mars. La qualité des actifs se dégrade après plusieurs années de forte croissance du crédit (15,1 % en 2024 et 19 % en 2025), notamment dans l'immobilier, la construction, la consommation. Dans le même temps, le taux de couverture des créances douteuses a reculé de 83,3 % à 74,9 %, signalant un affaiblissement des coussins de sécurité du système bancaire (réserves de fonds propres imposées aux banques par les autorités de régulation). Plusieurs grandes banques sont touchées par la hausse des NPL. Vietcombank a vu ses créances douteuses progresser de 12,4 %, atteignant 435 M USD à fin mars, tandis que BIDV enregistre une hausse de 21,9 % pour un total de 1,7 Md USD. Certaines banques apparaissent plus exposées : les NPL représentent respectivement 3,07 % et 6,62 % des prêts d'Eximbank et Sacombank. Dans ce contexte, les établissements adoptent une approche plus prudente du crédit, notamment dans l'immobilier spéculatif, et renforcent leurs provisions afin d'anticiper une éventuelle détérioration de la qualité des actifs.

Les États-Unis visent le PTMEG vietnamien avec des droits antidumping potentiellement élevés

Les États-Unis ont ouvert fin avril-début mai 2026 une enquête antidumping visant les importations de PTMEG (polytétraméthylène éther glycol) en provenance du Vietnam (selon Trade Data Monitor,

en 2025, les importations américaines de PTMEG en provenance du Vietnam ont atteint environ 15 M USD, soit environ 0,008 % de la valeur totale des importations américaines depuis le Vietnam), dans le cadre d'une procédure également élargie à la Chine, à la Corée du Sud et à Taïwan. L'initiative fait suite à une plainte de BASF Corporation, principal producteur américain du secteur. Le produit concerné, utilisé dans la fabrication de fibres synthétiques et de polyuréthane, est un intrant stratégique pour l'industrie chimique. Les autorités américaines estiment que certaines exportations vietnamiennes auraient été vendues à des prix inférieurs à leur valeur normale, justifiant l'ouverture d'une enquête officielle. Selon les éléments de la plainte, les marges de dumping alléguées pour le Vietnam sont particulièrement élevées par rapport aux autres exportateurs de référence (Jordanie, El Salvador, Indonésie). Ces taux de référence constituent la base de calcul pouvant conduire à l'imposition de droits antidumping (taxes à l'importation) équivalentes, si les pratiques sont confirmées. L'enquête devrait durer plusieurs mois et pourrait déboucher sur l'application de droits provisoires dans un premier temps, puis de taxes définitives.

Thaïlande

Le PIB thaïlandais progresse de 2,8 % en glissement annuel au T1 2026, porté par l'investissement

Selon les données publiées le 18 mai 2026 par le Conseil national du développement économique et social (NESDC), le PIB thaïlandais a progressé de 2,8 % en glissement annuel (g.a.) au T1 2026, en accélération par rapport aux 2,5 % du T4 2025. L'investissement total a enregistré sa plus forte croissance en 44 trimestres (9,9 %), tiré par l'investissement privé (+10,1 %) notamment en machines et équipements. Les exportations de biens ont progressé de 15,5 % en valeur, portées par l'électronique et les équipements de télécommunications. La consommation privée a augmenté de 3,2 %. En revanche, la balance commerciale est devenue déficitaire pour la première fois en 14 trimestres (-0,3 Md USD), sous l'effet d'une forte hausse des importations (+25,4 % en volume). L'inflation globale, restée négative au T1 (-0,5 %), a atteint 2,9 % en avril sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Le NESDC maintient sa prévision de croissance pour 2026 à 1,5–2,5 %, intégrant les effets du conflit au Moyen-Orient.

Lutte contre les sociétés-écrans étrangères : 50 000 entreprises suspectes identifiées dans les zones touristiques

Le département du développement des entreprises a lancé, à la suite d'une opération menée le 13 mai 2026 à Koh Phangan, une campagne de démantèlement des réseaux de nominés (pratique consistant à utiliser des ressortissants thaïlandais comme actionnaires fictifs pour masquer une propriété étrangère illégale). L'analyse des registres d'entreprises dans les principales zones

touristiques (Pattaya, Phuket, Koh Samui et Hua Hin) révèle 50 000 sociétés suspectes. Les contrevenants thaïlandais s'exposent à jusqu'à trois ans d'emprisonnement et à des amendes comprises entre 9 200 et 30 650 USD (300 000-1 000 000 THB). Deux directives entrées en vigueur les 1er janvier et 1er avril 2026, imposant la fourniture de relevés bancaires pour les actionnaires thaïlandais des sociétés à risque, ont déjà réduit de 75 % la création de profils suspects. L'enregistrement physique des sociétés sera supprimé au profit du tout-numérique à compter du 1er juillet 2026.

Le Conseil des ministres approuve le programme « Thai Help Thai Plus » pour 4,8 Md USD (175,7 Md THB), premier déploiement du décret d'emprunt

Le Conseil des ministres a approuvé le 19 mai 2026 le programme « Thai Help Thai Plus », premier dispositif de dépense au titre du décret d'emprunt de 12,2 Md USD (400 Md THB), pour un budget de 4,8 Md USD (175,7 Md THB) couvrant 43 millions de bénéficiaires de juin à septembre 2026. Le programme se déploie en trois volets : maintien des aides sociales pour les 13,2 millions de détenteurs de la carte d'aide sociale (575 M USD ; 18,8 Md THB), augmentation de leur allocation de 21,4 USD (700 THB), portant le total à 30,6 USD (1 000 THB) par mois (1,1 Md USD ; 36,9 Md THB), et mise en place d'un dispositif de copaiement 60/40 pour 30 millions de citoyens de 18 ans et plus, plafonné à 6 USD/jour (200 THB) et à 30,6 USD/mois (1 000 THB) (3,7 M USD ; 120 Md THB). Les inscriptions ouvrent le 25 mai. Selon le ministre des Finances Ekniti Nitithanprapas, le programme pourrait accroître le PIB de 0,2 à 0,5 %, alors que l'inflation globale est montée à 2,9 % en avril et est susceptible d'atteindre 5 % dans les prochains mois.

Philippines

Ralentissement de la croissance des transferts de fonds des OFW à +2,3 % en g.a en mars

Les transferts de fonds des travailleurs philippins à l'étranger (OFW) se sont établis à 2,8 Md USD en mars 2026, en hausse de +2,3 % en g.a., soit leur plus faible progression depuis près de trois ans. Sur l'ensemble du T1 2026, ils ont atteint 8,7 Md USD (+2,8 % en g.a.), principalement en provenance des États-Unis (40 %), devant Singapour (7,6 %) et l'Arabie saoudite (6,3 %), les travailleurs terrestres représentant l'essentiel des flux (80 % contre 20 % pour les marins). Si la dépréciation record du peso accroît mécaniquement la valeur des transferts en monnaie locale pour les ménages, les gains de change restent largement absorbés par l'inflation, notamment alimentaire et énergétique. Alors que les Philippines demeurent très dépendantes des transferts de fonds (7,4 % du PIB au T1 2026), la BSP anticipe un ralentissement de leur croissance à +3 % sur l'année (contre +3,3 % en 2025), notamment en raison de la baisse du nombre de travailleurs déployés à l'étranger (-31,4 % au T1 2026) sous

l'effet du conflit au Moyen-Orient.

1,75 Md USD de financements supplémentaires proposés par l'ADB pour atténuer les conséquences du conflit au Moyen-Orient

L'ADB a annoncé une offre de financement supplémentaire de 1,8 Md USD pour les Philippines afin d'atténuer l'impact économique du conflit au Moyen-Orient. Cette enveloppe, qui s'ajouterait aux 2 Md USD de prêts déjà en préparation pour 2026, comprendrait des prêts budgétaires et contracycliques ainsi que des facilités de financement du commerce. Alors que les Philippines figurent parmi les pays les plus touchés de la région par le conflit en cours en raison de leur forte dépendance aux importations, particulièrement énergétiques et alimentaires, le gouvernement avait annoncé un état d'urgence énergétique et déployé plusieurs mesures de soutien, dont des subventions au carburant et des aides en numéraire. L'ADB prévoit également une assistance technique auprès de plusieurs agences publiques, notamment concernant la sécurité énergétique, les engrais domestiques, les transports publics et les énergies vertes. En 2025, les Philippines avaient reçu 6,8 Md USD de financement de l'ADB, en faisant l'un des principaux emprunteurs de la banque.

Recul des réserves de change à 104,3 Md USD en avril, au plus bas depuis quinze mois

Selon les données préliminaires de la Banque centrale (BSP), les réserves de change ont reculé à 104,3 Md USD en avril (-2,2 % par rapport à mars), soit leur plus bas niveau depuis quinze mois. Depuis le pic historique de février (113,3 Md USD), la baisse cumulée atteint -7,9 % en deux mois, dans un contexte de repli du cours de l'or et des investissements étrangers. La baisse d'avril s'explique toutefois principalement par la chute des avoirs de change à 469 M USD (contre 1,7 Md USD en mars), soit leur plus faible niveau depuis avril 2015. Cette forte contraction pourrait refléter une intensification des interventions de la BSP pour soutenir le peso, alors que celui-ci a de nouveau atteint un plus bas historique, à 61,75 PHP pour 1 USD. Le niveau des réserves demeure néanmoins solide, couvrant 6,9 mois d'importations et représentant environ 3,8 fois la dette extérieure à court terme du pays.

Cambodge

Inflation plein gaz !

L'inflation au Cambodge s'est envolée à 5,8 % (en g.a.) en avril 2026. Cette progression est tirée par la hausse des coûts de transport (+9,7 % en un an) et de l'alimentation (+6,3 %). En cause : la flambée des prix du carburant liée à la guerre au Moyen-Orient. Elle a fait bondir la valeur des importations de gaz et de produits raffinés de 70 % en un an. Autrefois premier fournisseur du Cambodge (31 %), le Vietnam a depuis cessé ses exportations pour préserver ses propres besoins. Le Vietnam, qui dispose de capacités de raffinage, importe

son pétrole à 70 % des pays du Golfe. Pour éviter des pénuries, le Cambodge s'est tourné vers d'autres sources, pays producteurs ou de négoce. Le Royaume importe désormais 90 % de son carburant raffiné depuis Singapour, la Malaisie et Brunei (contre 42 % il y a un an). A noter, toutefois, que la progression de l'inflation tend à se ralentir car il était de 1,3 % en janvier et de 5,6 % en mars. L'évolution des prix dépendra, sans surprise, de la durée du blocage du détroit d'Ormuz.

Une industrie du poivre à épicer

La fédération cambodgienne du poivre lance un appel aux investissements pour développer la transformation locale du produit, encore embryonnaire. En effet, en 2025, 77 % des exportations de poivre partaient pour le Vietnam pour y être valorisées. Les cultivateurs cambodgiens vendent leur production à des marchands vietnamiens, plus nombreux et moins exigeants que les acheteurs locaux. Le poivre cambodgien peine aussi à se développer à l'exportation. Il souffre de la concurrence régionale (Vietnam, Indonésie) sur les prix, et de la contrefaçon sur le poivre de Kampot. Malgré ces freins, la diversification progresse : la part des exportations hors Vietnam est passée de 5 % en 2016 à 23 % en 2025, et l'UE est devenu le deuxième client du Royaume. En outre, le gouvernement envisage d'appuyer ces exportations (avantages fiscaux, formation). Et des projets financés par l'UE, qui visent à améliorer l'accès aux marchés internationaux, existent déjà... mais ces efforts semblent insuffisants pour atteindre l'objectif de figurer parmi les cinq plus grands exportateurs de poivre d'ici 2030.

Un manque d'assurances

Au premier trimestre 2026, les primes brutes des compagnies d'assurance privées ont stagné à 103 M USD (+1 % en g.a.). Leur bénéfice net a néanmoins bondi de 30 % (12,6 M USD). Elle reflète la contraction des indemnités versées en santé et en dommages (-12 % en g.a.). Le marché de l'assurance cambodgien reste atypique : un taux de pénétration faible (1,11 % du PIB), mais 39 compagnies actives. Le secteur souffre toujours d'un double handicap – manque de confiance de la population et faible accessibilité financière – qui freine son développement ; la population n'en voit aussi pas l'intérêt. Pour y remédier, le ministère de l'économie et des finances a adopté un plan quinquennal visant à doubler le taux de pénétration et à porter les primes par habitant de 21 à 45 USD en moyenne. Les leviers mobilisés combinent un renforcement réglementaire pour favoriser la confiance (transparence des contrats, encadrement des résiliations) et un accès étendu aux couvertures (responsabilité civile obligatoire, création d'assurances agricoles et liées aux catastrophes naturelles). La mise en œuvre effective de ces ambitions reste donc à confirmer...

Laos

La Banque du Laos maintient son taux directeur face à une inflation élevée

La Bank of the Lao PDR a décidé de maintenir son taux d'intérêt de référence à sept jours à 8,0 % lors de la réunion du Comité de politique monétaire du 18 mai, présidée par le gouverneur Bounkham Vorachit. Cette décision intervient dans un contexte de tensions inflationnistes persistantes et de fragilité économique. Les autorités ont indiqué que l'inflation avait atteint +10,2 % en avril, sous l'effet de la hausse des prix du pétrole et des incertitudes régionales. La Banque centrale a également souligné que la forte dollarisation de l'économie et l'importance du secteur informel limitaient l'efficacité des instruments de politique monétaire. Afin de préserver la stabilité macroéconomique, les autorités poursuivront une stratégie de politique monétaire intégrée comprenant la centralisation des dépôts publics, l'émission d'obligations et un contrôle renforcé des flux de devises. L'objectif est de contenir les pressions inflationnistes tout en soutenant la stabilité du taux de change et les conditions de financement de l'économie.

Birmanie

Les transferts de revenu de la diaspora : première source de devises de la Birmanie

En 2025, les transferts de revenu de la diaspora birmane vers la Birmanie ont représenté 5,6 Md USD, soit 38 % des flux entrants de devises. Ces transferts sont en forte augmentation depuis 2 ans, enregistrés à seulement 0,7 Md USD en 2022. En cause, la mise en place en 2024 d'un règlement imposant aux travailleurs birmans à l'étranger de transférer vers la Birmanie 25 % de leur revenu en passant par des canaux bancaires officiels par la junte militaire. En cas de refus, le renouvellement du passeport et du permis de travail à l'étranger peut se voir refuser par l'administration birmane. La junte a également accru sa répression des canaux de transfert informels, et autorisé l'utilisation d'un taux de change plus favorable que le taux officiel pour ces transferts. KBZ Bank, la plus grande banque birmane, a par ailleurs mis en place des services de retraits simplifiés des revenus transférés par la diaspora birmane depuis la Malaisie. Pour contexte, la Birmanie dispose de peu de réserves en devises, estimées à 8,5 Md USD en mars 2025 par CEIC, alors que les besoins en importations du pays (intrants pour la construction, médicaments, carburants, engrais) sont conséquents. Près de 10 % de la main d'œuvre birmane travaillerait à l'étranger, dont près de 2 M personnes en Thaïlande, selon l'Organisation internationale du

travail (OIT).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ;
martin.suteau@dgtresor.gouv.fr